

Direction Risques Industriels
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LES CHAIS DU SUD

QUAI DE LA PAIX
30300 Beaucaire

Références : DREAL/DRI/DVESPC/2025-0191
Code AIOT : 0053000070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement SAS LES CHAIS DU SUD implanté QUAI DE LA PAIX 30300 BEAUCAIRE. L'inspection a été annoncée le 01/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Même si aucun constat du présent rapport ne s'y réfère, la visite fait suite à l'incident du 4 juin 2025 sur l'unité de méthanisation. Il s'est agi en outre d'un déplacement conjoint avec l'administration en charge de l'inspection des installations classées du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LES CHAIS DU SUD
- QUAI DE LA PAIX 30300 BEAUCAIRE
- Code AIOT : 0053000070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les Chais du Sud-Beaucaire ont pour activité principale le conditionnement, l'embouteillage et le

stockage de vins et boissons à base de vins.

L'établissement créé en 1921 a :

- une déclaration d'existence en date du 01 septembre 1994 concernant une unité de conditionnement de vins (1500000 hL/an), de sirops et de spiritueux (28000 L/j et 10500 L/j) ;
- un arrêté préfectoral n°02.134 N du 01 octobre 2002 portant autorisation d'exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins 1300000 hL/an et de sirops de 22000 L/j, une installation de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles avec rejet dans le réseau communal (600 m3/j) et des entrepôts de stockage d'un volume de 75000 m³ ;
- un arrêté préfectoral n°2002-189-6 du 8 juillet 2002 portant autorisation d'utiliser de l'eau provenant d'un captage privé « forage des Chais Beaucairois » situé sur le territoire de la commune de Beaucaire pour la préparation ou le conditionnement de denrées alimentaires et pour la fourniture des tiers en vue de la consommation humaine ;
- un arrêté préfectoral n°03.208 N du 16 décembre 2003 portant autorisation d'exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins 1300000 hL/an et de sirops de 22000 L/j, une installation de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles avec rejet dans le réseau communal (600 m3/j) et des entrepôts de stockage de matières combustibles (600 T) d'un volume de 75000 m³ ;
- un arrêté préfectoral complémentaire n°11.147N en date du 21 décembre 2011 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°03.208N réglementant le site de Beaucaire de la société Moncigale et prescrivant une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE).
- un arrêté préfectoral complémentaire n° 30-2020-11-09-004 en date du 09 novembre 2020 complémentaire à l'arrêté préfectoral 03.208N réglementant le site de Beaucaire de la société Moncigale à exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins,une installation de pré-traitement biologique de ses eaux usées industrielles et des entrepôts de stockage de matieres combustibles
- un arrêté préfectoral complémentaire n 30-2022-04-12-SPAE38 en date du 04 décembre 2022 complémentaire aux arrêtés préfectoraux n° 03.208 N du 16 décembre 2003 et n° 30-2020-11-09-004 du 09 novembre 2020 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société SAS les chais du sud pour l'exploitation de son usine située sur la commune de Beaucaire relatif aux dispositions applicables en cas de sécheresse.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Sont observées des non-conformités à l'arrêté du 20 novembre 2017 uniquement sur la partie de l'ICPE hors zone de pré-traitement par méthanisation (zone avec incident début juin 2025).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle de dossier d'équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Exploitation avec présence humaine permanente	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	immédiat
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	Prochaine RP
6	Vérification	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	Immédiat

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des échéances de La requalification périodique	20/11/2017, article 18.I		
7	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Demande d'action corrective	6 mois
8	Chômage des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 2 -9°	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mobilisation de l'exploitant est attendue notamment pour le suivi en service de son nouvel ensemble de production de vapeur (GV électriques).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements soumis apparaît conforme sur le formalisme attendu. Toutefois, s'agissant de sa complétude, il convient qu'y figure le récipient 'CSC' n°E6555, et que sa mise au chômage et celle du générateur de vapeur 'PARENT' n°11/036 y soient mises en évidence et datées.</p> <p>Dans le cas où l'ensemble frigorifique en toiture du site est soumis, il est à mentionner sur cette liste.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suites proposées : sous un mois, l'exploitant se conforme à l'alinéa III de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Contrôle de dossier d'équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'équipement sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier [...]</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation: - pour tous les équipements:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas constitué de dossier d'équipement de l'ensemble sous pression composé de deux générateurs de vapeur n° 19928-1307 & 19939-1307 du fabricant 'AURA' (Ps 10 bar ; V unitaire 55 L) de 2024. Sa mise en service sur le site des Chais du Sud est datée à fin octobre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suites proposées : l'exploitant se conforme immédiatement à l'alinéa I de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Notice d'instruction et mode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle du dossier d'équipement - Mode d'exploitation APHP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation est assurée par un personnel à poste fixe dans l'établissement où se trouve les générateurs de vapeur dont la capacité volumique unitaire est supérieure à 25 litres.</p> <p>[norme NF EN 32-020-1] Différents modes d'exploitation des chaudières s'inscrivent dans le respect de prescriptions générales de sécurité pour chacun de ces modes. Elles concernent la surveillance, la conduite et les équipements des chaudières. Les modes d'exploitation traités sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Avec présence humaine permanente ;

<p>· Avec présence humaine intermittente.</p> <p>Si l'appareil est en service, alors toutes les deux heures : vérifier visuellement le bon fonctionnement des installations, vérifier la distribution d'énergie correcte [Nota : les présents GV sont à chauffe électrique] ; etc.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié (ni créé de dossier d'équipement afférent, cf. constat précédent) le mode d'exploitation de l'ensemble sous pression du fabricant 'AURA' (Ps 10 bar ; composé de deux générateurs de vapeur [GV]). En particulier, en application de l'item 17 de l'art. 2. de l'arrêté du 20 novembre 2017, sur la base de la notice d'instruction du fabricant précité, il lui revient d'étayer l'exploitation avec présence humaine permanente (APHP) de ces deux GV. Il faut alors que l'exploitation soit assurée par un personnel à poste fixe dans l'établissement où se trouve le générateur de vapeur et qui a la responsabilité de l'intervention immédiate sur les équipements du générateur de vapeur à tout moment en cas de nécessité. Les tâches complémentaires qui sont confiées à ce personnel le sont sous la responsabilité de l'exploitant qui doit vérifier qu'elles sont compatibles avec la mission prioritaire de mise en sécurité des générateurs de vapeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suites proposées : sous un mois, l'exploitant étaye à l'inspection la considération de la notice du fabricant 'AURA' dans le choix du mode d'exploitation de son ensemble de deux générateurs de vapeur électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Exploitation avec présence humaine permanente

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mode d'exploitation et Notabilité d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Une intervention est considérée comme notable lorsqu'elle ne relève pas de l'article 27 et qu'elle est susceptible d'avoir une incidence sur la conformité de l'équipement aux exigences essentielles de sécurité qui lui sont applicables. A l'issue de l'intervention, l'exploitant ou la personne compétente ayant procédé à l'intervention établit une déclaration de conformité vis-à-vis des exigences définies, selon le cas, au II ou au III du présent article, pour les parties réparées ou modifiées. Cette déclaration est annexée au dossier d'exploitation. II. - Dans le cas où l'intervention est considérée comme notable, l'équipement est soumis à un contrôle après intervention dont l'objet est de vérifier qu'il satisfait toujours aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement. Sauf justification argumentée de l'exploitant, les valeurs des coefficients de sécurité, pour.</p>
<p>Constats :</p> <p>À défaut d'une justification recevable de l'exploitation APHP, un changement de mode d'exploitation (sans présence humaine permanente -SPHP), non prévu dans la notice du fabricant, sera à adopter selon le formalisme d'une modification notable au sens de l'art. 28 de l'arrêté du 20 novembre 2017, et de son guide d'application réf. AQUAP 99/13 (rév. 8 d'août 2017) relatif à la notabilité des interventions.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suites proposées : s'il n'est pas en mesure de justifier sa capacité à exploiter AVEC présence humaine permanente l'ensemble 'AURA' générant de la vapeur, l'exploitant formalise le cas échéant, le changement de son mode d'exploitation. Il fournit alors les justificatifs exigés au titre de l'article 28 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée :
I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 [...].
Constats :
Le plan de contrôle du générateur de vapeur 'PARENT' n°11/036 n'a pas été présenté, alors que ses derniers compte-rendu d'inspection biennale et attestation de requalification décennale (contrôles périodiques ci-après dénommés IP et RP) respectivement menés en 2021 et 2013, tracent que ces contrôles réglementaires ont suivi les dispositions du guide réf. AQUAP 2005/01 - équipements sous pressions revêtus (rév.4 du 19 déc. 2018).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suites proposées : l'exploitant établit avant leur prochaines IP & RP respectives, un tel plan de contrôle respectif pour chacun de ses équipements revêtus de calorifuge et qui seraient contrôlés selon le guide réf. AQUAP 2005/01.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée :
I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
Constats :
Le générateur de vapeur 'PARENT' n°11/036 s'est trouvé en situation irrégulière pendant dix mois, entre le 31 décembre 2023 et sa mise au chômage le 8 novembre 2024, puisqu'en défaut de réalisation de sa requalification décennale. Il est interdit d'exploiter un équipement soumis au

régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suites proposées : l'exploitant s'astreint à réaliser les contrôles périodiques conformément aux périodicités que prescrit l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : La plaque de l'ensemble sous pression du fabricant 'AURA' n'est pas régulière puisque : - elle ne fait pas apparaître de numéro d'organisme notifié (n°0409 d'après le certificat de conformité CE de « Det Norske Veritas » présenté à l'inspection) ; -elle ne spécifie pas la pression de service (Ps de 10 bar selon la déclaration de conformité CE), se contentant de mentionner une « steam working pressure » qui n'est pas la pression de service administrative Ps, qui, elle, est à y faire figurer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suites proposées : sous six mois, l'exploitant se rapproche du fabricant de cet ensemble, afin que figure en plus du nom du fabricant, du volume des enceintes de vapeur, de la date d'épreuve : la pression et température de service - Ps, T°S max, le marquage CE suivi du n° d'ON (ce dernier point étant exigé pour les appareils de catégories 2 à 4 au sens de la DESP).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Chômage des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 2 -9°
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Chômage d'une installation: période pendant laquelle un équipement ou une installation n'est pas exploité, Mais est soumis à des dispositions de conservation nécessaires au maintien de son bon état.
Constats : La formalisation de la mise au chômage du récipient 'CSC' n°E6555, et celle du générateur de vapeur 'PARENT' n°11/036 qu'il jouxte, ne satisfait pas toutes les conditions du « guide chômage » réf. APITI GCE 2021-01 définissant les dispositions techniques à mettre en œuvre pour la mise en chômage d'un équipement soumis au suivi en service (rév. 0 du 3 déc. 2021).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suites proposées : si la consignation mécanique de l'arrivée de gaz au droit du brûleur du GV 'PARENT' présumé au chômage constitue une bonne pratique, l'affichage de cette mise au chômage est à faire figurer au droit de l'équipement ainsi qu'au droit du récipient 'CSC'.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant